



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

### ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas  
de la demande enregistrée sous le numéro F02423P0062  
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°23-010 du 18 janvier 2023 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02423P0062 relative à la mise en place d'un plan d'épandage sur le territoire de la commune de Savigny-en-Septaine (18), reçue le 24 mars 2023 ;

**VU** l'avis de l'agence régionale de santé (ARS) du 26 avril 2023 ;

**VU** la décision tacite, née le 28 avril 2023, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste en la mise en place d'un plan d'épandage de digestats liquides et solides de méthanisation sur des terres agricoles de la commune de Savigny-en-Septaine ;

**CONSIDÉRANT** que le projet se déploie sur une surface d'environ 730 ha, pour un potentiel d'épandage de près de 710 ha, destinée à accueillir une production annuelle de digestats liquides et solides respectivement à hauteur de 7 410 t et 920 t, représentant une dose maximale d'apport en azote de 5,8 kgN/t ;

**CONSIDÉRANT** que le projet relève de la rubrique 26 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste à épandre des matières sur une terre agricole, il ne nécessite pas de travaux autres que les travaux ordinaires agricoles du type labours ;

**CONSIDÉRANT** que le secteur du plan ne se situe ni au sein ni à proximité immédiate de secteurs présentant des enjeux en matière de biodiversité ou d'un zonage de protection de captage destiné à l'alimentation en eau potable ;

**CONSIDÉRANT** que la méthode, dite « Aptisole », utilisée afin de créer le plan d'épandage permet de définir des zones d'exclusion particulières telles que les abords des cours d'eau ou les zones humides ;

**CONSIDÉRANT** que les digestats de méthanisation sont exclusivement issus du traitement de végétaux, réduisant ainsi le risque sanitaire (bactériologique) induit par l'épandage ;

**CONSIDÉRANT** ainsi qu'au regard de sa nature et de ses caractéristiques, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La décision tacite, née le 28 avril 2023, soumettant à évaluation environnementale la mise en place d'un plan d'épandage sur le territoire de la commune de Savigny-en-Septaine (18), est annulée.

**ARTICLE 2** : Le projet de mise en place d'un plan d'épandage sur le territoire de la commune de Savigny-en-Septaine (18) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.  
Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

**ARTICLE 4** : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le  
Pour la Préfète de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**  
28, rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS CEDEX 1.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :**  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)